deur de passer; elle peut pendre des cordes de linge sur la longueur ou la largeur de la ruelle, à condition qu'elles soient tendues assez haut pour ne pas embarrasser le droit de passage du demandeur; elle pourrait même, comme dit Laurent (1), faire au-dessus et au -dessous du sol assujetti tous les travaux qu'elle jugerait convenables, toujours à la même charge de laisser le passage libre pour l'exercice du droit de passage.

En somme, la question importante en cette cause, c'est l'incommodité, question purement de fait qui a été souverainement appréciée par le juge d'instruction, siégeant comme juge et jury, question de fait à laquelle la Cour de revision ne doit toucher sans des raisons graves, qui, à mon avis, n'existent pas.

Je suis d'opinion que l'action est mal fondée, et que l'inscription en revision doit être renvoyée et le jugement confirmé avec dépens contre l'appelant.

CURL v. QUEBEC AMUSEMENT COMPANY.

Responsability—Theatre—Colored man—Admittance—Damages—C. C., art. 1053.

When the proprietor of a theatre sells a ticket of admission to his place of amusement, he enters into a contract the non fulfilment of which, by refusing the admittance contracted for, renders him, in the absence of va-

Mr. Justice Archer.—Superior Court.—No. 2775.—Montreal, January 30, 1917.—Patterson and Lavary, attorneys for plaintiff.—Walsh and Walsh, attorneys for defendant.

(1) Vol. 8, nos 272, 273.